

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Lundi, 20 octobre 1919.

N^o 70.

Montag, 20. Oktober 1919.

Arrêté grand-ducal du 10 octobre 1919, pris en exécution de la loi du 20 septembre 1919, concernant l'allocation d'une indemnité de renchérissement à payer par l'Etat, aux ouvriers et employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 20 septembre 1919, concernant l'allocation d'une indemnité de renchérissement à payer par l'Etat, aux ouvriers et employés privés;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les listes des ayants droits à l'indemnité, autres que les étrangers et les artisans, seront dressées d'office et sans demande sur les données à fournir par les patrons et les administrations communales.

Les artisans et les étrangers prétendant à une indemnité de renchérissement, devront présenter à cet effet dans la quinzaine de la publication du présent arrêté une demande à la commission qui sera instituée par arrêté ministériel.

Cette demande sera appuyée des pièces suivantes: un extrait de l'acte de naissance, un

Großh. Beschluß vom 10. Oktober 1919, in Ausführung des Gesetzes vom 20. September 1919, betreffend Gewährung einer staatlichen Teuerungszulage an die Arbeiter und Privatbeamten.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 20. September 1919, betreffend Gewährung einer staatlichen Teuerungszulage an die Arbeiter und Privatbeamten;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Listen der Personen, die ein Anrecht auf die Teuerungszulage haben, Ausländer und Handwerker ausgenommen, werden von amtswegen und ohne Anfrage aufgestellt nach den Angaben, die von den Arbeitgebern und den Gemeindeverwaltungen geliefert werden.

Die Handwerker und Ausländer, die auf eine Teuerungszulage Anspruch erheben, müssen innerhalb binnen 14 Tagen nach Veröffentlichung gegenwärtigen Beschlusses ein Gesuch an die durch Ministerialbeschuß einzusetzende Kommission richten.

Diesem Gesuch sind folgende Belegstücke beizufügen: Ein Auszug aus dem Geburtsregister,

certificat de travail délivré par le ou les patrons, une justification de la nationalité luxembourgeoise ou un certificat de l'autorité communale (bourgmestre, commissaire de police) attestant l'habitation ininterrompue dans le pays depuis le 1^{er} janvier 1908 jusqu'au 24 septembre 1919.

Art. 2. La commission spéciale dressera par commune des listes provisoires qui seront transmises aux administrations communales respectives pour les faire publier pendant 10 jours d'après le mode usité pour le rôle des contributions.

Toutes réclamations tant pour omission que pour erreur de calcul contre les indications des listes provisoires doivent être adressées à la commission spéciale. Ces réclamations seront motivées et elles comprendront en annexe les pièces justificatives s'il y en a.

Art. 3. Les listes provisoires resteront à l'inspection des intéressés pendant 10 jours. À l'expiration de ce délai elles seront retournées à la commission spéciale avec l'attestation de l'administration communale sur la publication conforme aux dispositions qui précèdent.

Les réclamations devront être parvenues à la commission spéciale, sous peine de forclusion, dans un délai de huit jours à partir de l'expiration du délai de publication.

Les recours contre les décisions de la commission spéciale seront portés devant le Ministre d'État, Président du Gouvernement.

Art. 4. Pour fixer les conditions d'âge et de famille prévues par la loi, il sera tablé sur la date du 1^{er} juillet 1918.

Les bénéficiaires mariés, dont la femme touchera une indemnité de renchérissement, conformément aux dispositions de l'art. 1^{er} de la loi, n'ont pas droit au supplément pour la femme.

eine Arbeitsbescheinigung ausgestellt von dem oder den Arbeitgebern, eine Bestätigung der luxemburgischen Staatsangehörigkeit oder eine Bescheinigung der Gemeindebehörde (Bürgermeister, Polizeikommissar), aus der hervorgeht, daß der Interessent seit dem 1. Januar 1908 bis zum 24. September 1919 ununterbrochen im Lande gewohnt hat.

Art. 2. Die Spezialkommission stellt gemeindeweise provisorische Listen auf, die den betreffenden Gemeindeverwaltungen zur Veröffentlichung während 10 Tagen, nach der für die Steuerrollen üblichen Weise, zurgestellt werden.

Alle Beschwerden, sowohl wegen Auslassung als wegen Irrtümern in der Berechnung, sind an die Spezialkommission zu richten. Diese Beschwerden müssen begründet werden und gegebenenfalls in der Anlage die die bezuglichen Belege enthalten.

Art. 3. Die provisorischen Listen bleiben zur Einsicht durch die Interessenten während 10 Tagen aufstehen. Nach Ablauf dieser Frist werden sie, mit der Bescheinigung der Gemeindeverwaltung über vorschriftsmäßige Veröffentlichung, der Spezialkommission zurückgeschickt.

Die Beschwerden müssen bei der Spezialkommission unter Strafe des Ausschusses, innerhalb eines Zeitraumes von acht Tagen, beginnend mit dem Ablauf der Veröffentlichungsfrist, eingehen.

Reklame gegen die Beschlüsse der Spezialkommission sind beim Staatsobersten, Präsidenten der Regierung, einzureichen.

Art. 4. Das Datum des 1. Juli 1918 gilt als Ausgangspunkt, um die Alters- und Familienstandsbedingungen, die durch das Gesetz vorgesehen sind, festzulegen.

Die verheirateten Berechtigten, deren Frau gemäß den Bestimmungen des Art. 1 des Gesetzes eine Steuerzulage bezieht, haben kein Anrecht auf die Supplementzulage für die Frau.

L'indemnité de renchérissement pour la femme et les enfants sera payée au chef de famille, à moins qu'il ne soit justifié par voie administrative, qu'il se dérobe aux devoirs lui imposés en cette qualité.

Art. 5. Ne seront pas considérées comme travaillant aux services d'autrui les personnes employées par un ascendant qui vivent avec cet ascendant dans un même ménage.

Art. 6. Le revenu total des bénéficiaires éventuels sera établi d'après les données à fournir par l'administration des contributions.

Art. 7. Les listes tant provisoires que définitives des bénéficiaires seront confectionnées par communes.

Elles indiqueront les nom, prénoms et profession des bénéficiaires ainsi que le montant de l'indemnité.

Art. 8. Les paiements se font par mandats-poste adressés aux bénéficiaires. Les mandats leur seront remis contre récépissé. La direction des postes fera confectionner pour compte de la commission spéciale des mandats et des récépissés spéciaux, munis de la suscription « Auszahlung der Feuerungszulage (Gesetz vom Monat September 1919). »

Art. 9. La commission spéciale remplit les mandats (à l'exception de la signature) et joint à chaque mandat le récépissé de remise afférent. Elle renseigne les mandats classés par communes sur des relevés numérotés et remet ces derniers avec les mandats et les récépissés à la direction des postes.

Les numéros de dépôt des mandats et les numéros d'ordre des récépissés de remise seront les mêmes et seront formés, du numéro du relevé de dépôt et du numéro de l'inscription du man-

Die Supplementar-Zulagen für die Frau und die Kinder werden dem Familienvorstand ausbezahlt, es sei denn, daß amtlich festgelegt wird, daß derselbe sich den ihm in dieser Eigenschaft auferlegten Pflichten entzieht.

Art. 5. Die im Dienste von Ascendenten beschäftigten Personen, die mit dem Ascendenten gemeinschaftlichen Haushalt bilden, gelten nicht als im Dienste dritter beschäftigt.

Art. 6. Das Gesamteinkommen der etwaigen Bezugsberechtigten wird festgestellt nach den Angaben, die von der Steuerverwaltung geliefert werden.

Art. 7. Die provisorischen sowohl als die endgültigen Listen werden gemeindeweise aufgestellt.

Sie enthalten Namen, Vornamen und Beruf der Bezugsberechtigten sowie den Betrag der Zulage.

Art. 8. Die Auszahlung geschieht durch Postanweisungen, die den Bezugsberechtigten zugeschickt werden. Die Anweisungen werden ihnen gegen Empfangsbcheinigung ausgehändigt. Die Postdirektion wird für Rechnung der Spezialkommission besondere Anweisungs- und Empfangsbcheinigungsformulare anfertigen lassen mit der Aufschrift „Auszahlung der Feuerungszulage (Gesetz vom Monat September 1919).“

Art. 9. Die Spezialkommission füllt die Anweisungen aus (die Unterschrift ausgenommen) und fügt jeder Anweisung die entsprechende Empfangsbcheinigung bei. Sie trägt die Anweisungen, nach Gemeinden geordnet, in nummerierte Verzeichnisse ein und übergibt diese mit den Anweisungen und den Empfangsbcheinigungen der Postdirektion.

Die Aufgabe-Nummern der Anweisungen und die Ordnungsnummern der Empfangsbcheinigungen sind dieselben; sie werden gebildet durch Eintragung der Nummer des Aufgabever-

dat dans cette liste, les deux numéros séparés par un trait.

Art. 10. La direction des postes vérifie les mandats et les récépissés d'après les inscriptions aux relevés, signe les mandats et transmet mandat et récépissé directement aux bureaux destinataires.

Art. 11. Les mandats sont remis aux destinataires par les facteurs. Le récépissé de remise accompagnant le mandat doit être signé tant par le facteur que par le destinataire.

Art. 12. Les mandats sont payés aux bureaux de poste. Ils peuvent également être payés par les caisses des usines et des mines qui remettront au bureau de poste de leur localité les mandats acquittés contre restitution des sommes avancées par elles.

Art. 13. Les bureaux de poste inscrivent les mandats payés dans un relevé spécial et joindront aux mandats les récépissés de remise afférents.

Art. 14. Les bureaux de poste renseignent leurs dépenses faites à titre d'avance sur leur relevé comptable journalier sub 8a du Détail du reste en caisse. Sur ordre de la direction des postes ils transmettent à celle-ci les mandats avec les récépissés de remise et les relevés.

Art. 15. La direction des postes vérifie les mandats payés et les compare avec les inscriptions aux relevés de dépôt dressés par la commission spéciale. En signe de contrôle, les inscriptions afférentes sont pointées au crayon de couleur. La direction des postes prendra note des mandats qui n'auraient pas été touchés.

zeichnisses und der laufenden Nummer, unter der die Anweisung in dieser Liste vermerkt ist, die beiden Nummern durch einen Strich getrennt.

Art. 10. Die Postdirektion vergleicht die Anweisungen und Empfangsbescheinigungen mit den Eintragungen auf den Verzeichnissen, unterschreibt die Anweisungen und übermittelt Anweisungen und Empfangsbescheinigungen direkt den Postanstalten des Bestimmungsortes.

Art. 11. Die Anweisungen werden den Empfangsberechtigten durch die Briefträger übergeben. Die der Anweisung beigefügte Empfangsbescheinigung muß sowohl vom Briefträger als vom Empfangsberechtigten unterschrieben werden.

Art. 12. Die Anweisungen werden durch die Postanstalten ausbezahlt. Sie können auch bei den Hütten und Bergwerkstätten ausbezahlt werden, die dem Postbüro ihrer Ortschaft die als erledigt bescheinigten Anweisungen gegen Rückgabe der von ihnen vorgestreckten Gelder übermitteln.

Art. 13. Die Postanstalten tragen die bezahlten Anweisungen in ein besonderes Verzeichnis ein und fügen den Anweisungen die entsprechenden Empfangsbescheinigungen bei.

Art. 14. Die Postanstalten verzeichnen die von ihnen als Vorschuß verauslagten Beträge in ihrer Tagesrechnung unter 8a des Kassenrestbestandsdetail. Auf Anweisung der Postdirektion übermitteln sie dieser die Postanweisungen nebst den Ablieferungsbescheinigungen und Verzeichnissen.

Art. 15. Die Postdirektion prüft die ausbezahlten Postanweisungen und vergleicht sie mit den Eintragungen der von der Spezialkommission aufgestellten Aufgabeverzeichnisse. Zum Zeichen der Prüfung werden die diesbezüglichen Eintragungen mit Farbstift markiert. Die Postdirektion nimmt Notiz von den nicht zur Auszahlung gelangten Postanweisungen.

Art. 16. Une ordonnance de paiement de quinze millions est établie au profit de M. le directeur des postes.

Art. 17. La direction des postes transmet à chaque bureau de poste son avoir par mandat de poste de service et attache les quittances lui délivrées par le bureau des postes à Luxembourg-ville du chef de dépôt de ces mandats aux relevés de dépôt afférents. En paiement du total de ces mandats, elle donne au bureau de poste de Luxembourg-ville l'ordonnance de paiement dûment signée pour acquit. S'il y a un restant disponible, il est remis, contre quittance, au receveur des contributions à Luxembourg.

Art. 18. A la fin des opérations la direction des postes rend compte au Gouvernement.

Art. 19. Les mandats prévus au présent règlement jouissent de la franchise de port.

Art. 20. Les sommes encore dues à l'État pour impôts seront retenues sur le montant de l'indemnité.

Art. 21. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et les départements que la chose concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Mémorial*.

Château de Berg, le 10 octobre 1919.

CHARLOTTE.

Les Membres du Gouvernement,

E. REUTER.
N. WELTER.
A. LIESCH.
A. NEYENS.
A. COLLART.

Art. 16. Eine Zahlungsanweisung im Betrage von 15 Millionen Franken wird zu Gunsten des Herrn Postdirektors ausgestellt.

Art. 17. Die Postdirektion übersendet jeder Postanstalt ihr Guthaben mittels Dienst-Postanweisung. Die ihr vom Postamt Luxemburg-Stadt bei der Ablieferung dieser Dienst-Postanweisungen ausgestellten Empfangsbescheinigungen legt sie zu den diesbezüglichen Aufgabeverzeichnissen. Zur Begleichung des Gesamtbetrages fragl. Dienst-Postanweisungen gibt sie dem Postamt in Luxemburg-Stadt die quittierte Zahlungsanweisung. Ein etwaiger Überschuss wird dem Steuereintnehmer in Luxemburg gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

Art. 18. Nach Schluß der Operationen legt die Postdirektion der Regierung Rechnung ab.

Art. 19. Die in vorliegendem Reglemente vorgesehenen Postanweisungen sind portofrei.

Art. 20. Die noch rückständigen Staatssteuern werden vom Betrage der Steuerzulage in Abzug gebracht.

Art. 21. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, sowie die in Betracht kommenden Departemente sind mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht werden soll, beauftragt.

Schloß Berg, den 10. Oktober 1919.

Charlotte.

Die Mitglieder der Regierung:

E. Reuter.
N. Welter.
A. Liesch.
A. Neyens.
A. Collart.

Arrêté ministériel du 10 octobre 1919, portant nomination de la Commission spéciale pour la répartition de l'indemnité de renchérissement à payer par l'Etat, aux ouvriers et employés privés.

LE MINISTRE D'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT

Vu l'arrêté grand-ducal du 10 octobre 1919, pris en exécution de la loi du 20 septembre 1919, concernant l'allocation d'une indemnité de renchérissement à payer par l'Etat, aux ouvriers et employés privés,

Arrête

Art. 1^{er}. La commission spéciale prévue à l'arrêté grand-ducal du 10 octobre 1919 sera composée de MM

Ch Eydt, inspecteur du travail à Luxembourg,
N Jacoby, député à Bonnevoie,
Guill Lemmer, ingénieur à Esch-s-Alz,
P Reuning, contrôleur sous-chef de bureau à l'Office de statistique à Luxembourg,
M Schelle, ouvrier-mécanicien à Luxembourg

Art. 2. *M Eydt* remplira les fonctions de président et *M Reuning* celles de secrétaire

Art. 3. Le présent article sera inséré au *Mémorial*

Luxembourg, le 10 octobre 1919

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. LUTER

Arrêté du 17 octobre 1919, concernant le prix de vente du coke provenant des usines à gaz du pays.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE,

Vu l'arrêté grand-ducal du 13 septembre 1919, décrétant la fixation des prix normaux pour la vente des objets de première nécessité,

Ministerial-Beschluß vom 10. Oktober 1919, betreffend Ernennung der Spezialkommission für die Verteilung der staatlichen Teuerungszulage an die Arbeiter und Privatbeamten.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,

Nach Einsicht des Groß Beschlusses vom 10. Oktober 1919, in Ausführung des Gesetzes vom 20. September 1919 betreffend Gewährung einer staatlichen Teuerungszulage an die Arbeiter und Privatbeamten,

Beschließt

Art. 1. Die im Groß Beschlusse vom 10. Oktober 1919, vorgesehene Spezialkommission setzt sich zusammen aus den SS

W Eydt, Gewerbeinspektor in Luxemburg,
W Jacoby, Abgeordneter in Bonnweeg,
W Lemmer, Ingenieur in Esch a d Alz,
B Lewenig, Kontrollieur Unterbauvorsteher des Statistischen Amtes in Luxemburg,
W Schelle, Maschinen Schlosser in Luxemburg

Art. 2. *W Eydt* versieht das Amt de Präsidenten, *W Reuning* das des Sekretars

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß, wird ins „Mémorial“ eingetragen

Luxemburg, den 10. Oktober 1919

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. LUTER

Beschluß vom 17. Oktober 1919, betreffend Festsetzung des Verkaufspreises für aus in landischen Gasanstalten herrührendem Stof.

Der General Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels,

Nach Einsicht des Groß Beschlusses vom 13. September 1919, wodurch die Festsetzung von Normalverkaufspreisen für die notwendigsten Bedarfartikel angeordnet wird,

Vu la proposition de la Commission spéciale;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le prix de vente du coke provenant des usines à gaz du pays est fixé à 90 fr. la tonne (1000 kg.).

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 17 octobre 1919.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
A. COLLART.*

Avis. -- Ecole agricole d'Ettelbruck.

Par arrêté du soussigné en date du 14 octobre courant ont été nommés membres de la commission d'inspection de l'école agricole d'Ettelbruck, pour un terme de cinq ans, à partir du 14 octobre 1919, MM. *Kunnen N.*, professeur honoraire à Ettelbruck, *J.-B. Weicker*, propriétaire à Sandweiler et *Gustave Faber*, directeur de l'école industrielle et commerciale à Luxembourg.

M. Kunnen remplira les fonctions de président de la dite commission.

Luxembourg, le 17 octobre 1919.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Avis. Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 30 octobre au 13 novembre 1919, dans la commune de Bettendorf, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement d'un assainissement au lieu dit « Altwasser » à Gilsdorf.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des proprié-

Nach Einsicht der Vorschläge der Spezialkommission;

Beschließt:

Art. 1. Der Verkaufspreis des aus inländischen Gasanstalten herrührendem Kohle ist auf 90 Fr. die Tonne (1000 Kgr.) festgesetzt.

Art. 2. Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 17. Oktober 1919.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.*

Bekanntmachung. — Ackerbauerschule zu Ettelbrück.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 14. Oktober ctt., sind die H_H. *Kunnen*, Ehrenprofessor der Ackerbauerschule zu Ettelbrück, *Weicker J. B.*, Eigentümer zu Sandweiler und *Faber Gustav*, Direktor der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg, auf eine Dauer von fünf Jahren, ab 14. Oktober 1919, zu Mitgliedern der Aufsichtskommission der Ackerbauerschule zu Ettelbrück ernannt worden.

H_H. *Kunnen* versteht das Amt des Präsidenten beflagter Kommission.

Luxemburg, den 17. Oktober 1919.

*Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 30. Oktober auf den 13. November k. in der Gemeinde Bettendorf, eine Voruntersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage einer Entwässerung, Ort genannt „Altwasser“ zu Gilsdorf.

Der Situationsplan, der Kostenschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigen-

taires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Bettendorf, à partir du 30 octobre prochain.

M. H. Schintgen, membre de la commission d'agriculture à Oberfeulen, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 13 novembre prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle du comice agricole à Gilsdorf.

Luxembourg, le 14 octobre 1919.

*Pour le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Avis. Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 9 octobre 1919 l'association syndicale pour l'établissement d'un fossé d'assainissement « Wintringerweg » à Remerschen, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Remerschen.

Luxembourg, le 9 octobre 1919.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
A. COLLART.*

tümer sowie das Projekt des Genossenschafts-aktes sind auf dem Gemeindefretariat von Bettendorf vom 30. Oktober k. ab, hinterlegt.

Hr. H. Schintgen, Mitglied der Ackerbaukommission zu Oberfeulen, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten, am 13. November k., von 9- 11 Uhr morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2- 4 Uhr nachmittags, etwaige Einsprüche im Vereinssaal zu Gilsdorf, entgegennehmen.

Luxembourg, den 14. Oktober 1919.

*Für den General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
Der General Direktor
des öffentlichen Unterrichtes,
N. Welter.*

Bekanntmachung. Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 9. Oktober 1919 ist die Syndikatgenossenschaft für Anlage eines Entwässerungsgrabens „Wintringerweg“ zu Remerschen, ermächtigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsaktes sind in der Regierung und dem Gemeindefretariate von Remerschen hinterlegt.

Luxembourg, den 9. Oktober 1919.

*Der General Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.*

